le fisc au cours de leur séjour temporaire à Lyon. La révision des rôles des tailles étant annuelle et faite par les citoyens, sous l'autorité et le contrôle du Consulat, les circonscriptions étant assez étroites, cette hypothèse doit être écartée.

Nous ne croyons pas d'ailleurs que la mobilité ait été, à l'origine, une des conditions de l'exercice de l'imprimerie. L'imprimeur, propriétaire d'un matériel peu compliqué et toutefois embarrassant, cherchait à l'exploiter dans le lieu où il espérait trouver le plus de profit, et il répondait à l'appel qui lui était fait par un seigneur ou un riche bourgeois, un évêque ou un abbé. Mais il y avait des mécomptes, et le déplacement de l'imprimeur, assez facile, n'était motivé d'ordinaire que par le désir de trouver une situation meilleure (la fortune récompensa fort mal les efforts des premiers maîtres, au moins à Lyon; on le verra plus loin). La nécessité paraît avoir été la raison de ces migrations, et en somme l'état de nomade a été l'exception pour l'imprimeur qui ne pouvait pas toujours s'y accommoder, car, dans ce cas, celui-ci devait suffire à tous les besoins de sa tâche, étant à la fois fondeur de caractères, graveur sur bois, imprimeur, enlumineur, relieur et libraire. La division du travail fut établie assez promptement à Lyon.

Nous savons par les rôles des impositions pour le roi que, en 1460 et en 1461, il n'y avait pas d'imprimeurs à Lyon, qu'ils fussent ou non soumis à la taille (25). Dix ans plus tard, en 1471, le Consulat

---

(25) Le chartreau de 1460 (CC 85) fait connaître « les manans et habitans prétendant privilège et exemption des tailles. » Le char-